



Edition 2017

ALGERIE: contrebande de carburants.

Un gouffre financier pour l'économie et l'agriculture.



Transport de carburant à dos de mulet



Saisie de carburants par la gendarmerie



Tranchée à la frontière avec le maroc



Patrouille de la gendarmerie aux frontières

Des mesures efficaces pour enrayer la contrebande de carburants et de denrées alimentaires.

Djamel BELAID.

مهندس زراعي

Quelle type de mesures prises?

Des tranchées et des patrouilles.

APS, 11 avril 2016

Plan "Lala Maghnia": un rempart de sécurité efficace contre la contrebande

TLEMCEM - Le nouveau plan appelé "Lala Maghnia", lancé par la Gendarmerie nationale depuis le 25 janvier de l'année en cours, constitue un important dispositif de lutte contre la contrebande sur la bande frontalière ouest.

Il consiste en un rempart de sécurité dissuasive face à ce phénomène qui nuit tellement à la santé du citoyen algérien et à l'économie du pays.

S'appuyant sur une approche scientifique et des méthodes et tactiques opérationnelles de lutte contre le crime organisé transfrontalier, le plan "Lala Maghnia" se veut un apport "exemplaire" renforçant les opérations d'éradication des différentes formes de contrebande dont celle du cannabis et autres drogues provenant du Maroc comme les psychotropes "Ecstasy" et la cocaïne.

"L'exécution de ce plan vient sur la base d'une étude de terrain élaborée par le 2ème groupement régional de la Gendarmerie nationale et dirigé par son commandant régional, le général Tahar Othmani", a souligné le commandant du groupement de Tlemcen, le lieutenant-colonel Mohamed Salah Rafada lors d'une visite guidée sur la bande frontalière au profit de la presse.

"Cette étude a permis d'évaluer et de mettre à jour toutes les précédentes mesures opérationnelles destinées à la lutte contre la contrebande à travers la bande frontalière ouest, soit le tracé relevant des wilayas de Tlemcen et Naama, mais a permis aussi la recherche de certaines insuffisances afin de leurs trouver solution", a-t-il ajouté.

Le même plan prévoit l'intensification de la présence des unités des garde-frontières et territoriales au niveau des points connus comme des passages favorisant l'activité de la contrebande et situés dans des zones caractérisées par leur complexité géographique, notamment les agglomérations, près de la bande frontalière, comptant 45 villages relevant territorialement des communes de Bab El Assa, Beni Bousaid et autres à Maghnia, ainsi que celles (situées) de l'autre côté sur le territoire marocain.

Il a pour objectif également d'améliorer l'opération de déploiement sécuritaire conformément aux exigences de développement des mesures de lutte à travers le renforcement des unités des gardes-frontières composées de postes avancés et des patrouilles de surveillance frontalière par d'autres groupes d'interventions avec des campements installés dans des points, avérés comme "issues favorisantes" à la contrebande selon l'étude de la Gendarmerie nationale, a expliqué le lieutenant-colonel Rafada.

Comme deuxième ceinture, le plan "Lala Maghnia" comprend également le déploiement des brigades et sections territoriales à travers tous les axes routiers menant aux wilayas limitrophes, tout en se concentrant sur l'intensification des patrouilles nocturnes et leur renforcement par des sections de sécurité et d'intervention (SSI) qui ratissent régulièrement les zones montagneuses empruntées par les contrebandiers et les narcotrafiants pour éviter les barrages de contrôle sécuritaire sur le réseau routier.

La modernisation de la coordination opérationnelle entre les unités de la Gendarmerie nationale est prévue dans le cadre du plan "Lala Maghnia".

Il comprend également le développement de l'action du renseignement criminel, notamment par l'exploitation rapide des renseignements en prévision du démantèlement de réseaux de trafic de drogue et de contrebande, ainsi que l'amélioration des installations.

Le trafic du carburant est révolu

Le plan "Lala Maghnia" est venu compléter les dispositifs précédents de lutte contre la contrebande, notamment celle du carburant, qui a tant changé le quotidien de certaines zones frontalières.

Comme conséquence des différentes mesures de resserrement de l'étau sur les contrebandiers, la saisie du carburant a enregistré une nette baisse durant les premiers trois mois de l'année en cours au niveau de la bande frontalière ouest, soit environ 136.000 litres saisis seulement contre 400.000 litres dans la même période de 2015. La plupart des saisies de cette matière énergétique, cette année, ont été opérées dans les trois premières semaines de janvier dernier, avant la rentrée en vigueur du plan en question, a-t-on observé.

"La majorité des indices liés au trafic du carburant dans cette région ont complètement changé, ce qui s'est répercuté positivement sur le quotidien des citoyens de Tlemcen, qui s'approvisionnent du carburant dans de meilleures conditions contrairement à l'époque de la rareté de la marchandise et des files d'attente au niveau des stations-service affecté par la contrebande de cette matière subventionnée par l'Etat", a fait savoir le commandant du groupement de la Gendarmerie de Tlemcen.

Se référant aux données du centre de distribution de Naftal à Remchi, le même responsable a indiqué que l'approvisionnement de la wilaya de Tlemcen en carburant a baissé de moitié, de 4.400 camions par mois il y a quelques mois à 2.250 actuellement, approvisionnant les 68 stations-service dont dispose la wilaya.

L'approvisionnement en carburant s'effectue aujourd'hui une fois par semaine en moyenne. Auparavant, l'opération était quotidienne avec des pics à un intervalle de 5 heures entre deux opérations, a-t-on souligné.

La régression importante du nombre de camions de transport du carburant a engendré d'autres impacts positifs dont la diminution du nombre d'accidents de la circulation au niveau du réseau routier de la wilaya de Tlemcen, qui a enregistré, durant le premier trimestre de cette année, une baisse considérable des accidents à environ 30% par rapport à la même période de 2015.

REPERES

Une tournée à travers les villages frontaliers a fait constater la disparition des baudets qui constituaient le décor. Ces animaux étaient utilisés comme moyen approprié pour acheminer les marchandises destinées à la contrebande, comme l'ont confirmé à l'APS des citoyens locaux, faisant remarquer un retour à d'anciennes activités comme l'agriculture, notamment l'arboriculture, connue historiquement dans ces régions frontalières, à l'image de Maghnia.

Démolition de 38 hangars construits à des fins de contrebande

Les services de la Gendarmerie nationale, en coordination avec les autorités administratives compétentes de la wilaya de Tlemcen, ont démolit 38 hangars édifiés illégalement sur des zones frontalières pour le stockage des marchandises comme le carburant et des produits alimentaires en prévision de leur introduction au Maroc.

Des enquêtes menées par les gendarmes dans le cadre d'une étude de terrain précédant le lancement du plan

suscité, ont permis de dévoiler les subterfuges des contrebandiers qui recouraient à la construction d'hangars tout prêt de la bande frontalière pour tromper la vigilance des gardes-frontières, en tant que relais pour l'acheminement des marchandises en un temps court et au moindre effort.

En parallèle, une commission de wilaya est en phase d'étude de cas d'expropriation de maisons construites dans la bande frontalière pour les démolir conformément à la loi, selon le lieutenant-colonel Rafada.

Dans le cadre de la même stratégie globale et complémentaire, les autorités locales ont retiré les autorisations de vente en gros de produits alimentaires dans les zones frontalières, incitant les bénéficiaires à changer d'activité partant du constat qu'une telle activité commerciale ne peut avoir lieu dans des zones à faible densité démographique.

Des tranchées plus profondes tout au long de la bande frontalière

Pour contrecarrer les plans des contrebandiers défilant les obstacles en installant sur les tranchées des passerelles en bois pour pouvoir traverser et autres moyens, le plan "Lala Maghnia" a prévu l'approfondissement de tranchées de quatre à sept mètres et leur extension de 5 à 9 mètres.

Ces améliorations ont donné de bons résultats aggravant le risque des des contrebandiers, a affirmé le même responsable citant le cas d'un contrebandier qui s'est vu contraint d'appeler le numéro vert (1055) de la Gendarmerie pour le sauver et le faire sortir d'une tranchée où il est tombé en s'aventurant à la traverser.

ZOOM

Vidéo : <https://youtu.be/uOaLEW-3jMQ>



CONTREBANDE

Trafic de drogue, gasoil, immigration clandestine

Les GGF traquent les contrebandiers à Maghnia

A la une / Reportage

Trafic de drogue, gasoil, immigration clandestine
Les GGF traquent les contrebandiers à Maghnia

Liberté 11-06-2005

Cette cité frontalière avec le Maroc est, pauvreté et misère aidant, le carrefour de tous les trafics.

La RN35 connaît un intense trafic en ce lundi du mois de juin. Cet axe routier a certes perdu de son animation des jours "fastes", lorsque la frontière était ouverte mais les choses ne semblent pas aller mal. Du moins pour les trafiquants qui écument la région. La route vient de bénéficier d'une aubaine pour les chauffards qui ne ménagent pas le champignon. Le véhicule du groupement de la gendarmerie d'Oran, gyrophare et sirènes en action, réussit tant bien que mal à créer un couloir contre le flot de voitures venant de et vers Maghnia.

Après une nuit passée dans la capitale de l'Ouest, le groupe de journalistes s'apprête à faire une visite au niveau du tracé de frontière avec le Maroc, une initiative de la cellule de communication du commandement de la Gendarmerie nationale.



Pourtant, la terre est loin d'être avare ici, en atteste la production de pommes de terre qui a raflé la médaille à Mascara. Ce n'est qu'un leurre. Un avantage qui

n'arrive pas à persuader la population locale dont une bonne partie, frappée de plein fouet par le chômage, croit dur comme fer que la solution à la misère se trouve dans l'activité de la contrebande. Un fléau que n'arrive pas à juguler les autorités pour sa complexité.

En effet, bien malin celui qui réussirait aujourd'hui à assurer une sécurité au niveau du tracé de 440 km qui sépare les deux pays voisins. Une bande frontière presque fictive à certains endroits. Dans le point de presse animé par le capitaine Bouabid au siège du premier groupement des gardes frontières de Maghnia, l'on saura que les deux points de passage les plus importants sont Maghnia avec une superficie de 294 km² (110 000 h) et Beni Boussaïd (329 km²-12 000h). Un immense territoire difficile à couvrir eu égard à la fréquence des contrebandiers mais aussi des terroristes. "Pour nous, il s'agit de veiller à tout mouvement suspect. Nous ne faisons pas de distinction avant identification, ce qui n'est pas toujours évident", dit-il. Il est vrai que la région est traversée par toutes sortes de trafiquants. Du simple passeur de produits alimentaires au narcotraffiquant en passant par l'immigrant clandestin. La prédominance est à la contrebande de gasoil. "Notre souci majeur est de lutter contre le fléau sous toutes ses formes", abondera le conférencier en donnant quelques chiffres significatifs. En 2004 plus de 400kg de kif traité ont été saisis au cours de 12 opérations.

Durant la période allant du 1er janvier au 31 mai de l'année en cours, 2kg de kif ont été saisis. L'étau s'est-il pour autant resserré ? "Il est très difficile d'accomplir une mission comme la nôtre en raison de la complicité des habitants de part et d'autre de la frontière", observera notre interlocuteur. Les familles se connaissent entre elles. Des liens de mariage existent aussi. Une réalité qui complique davantage le travail des GGF. On ne peut reconnaître un Algérien d'un Marocain à cause de l'absence de pièces d'identité que les contrebandiers ne portent jamais sur eux. De plus il faut savoir que les riverains possèdent des terres sur la bande frontière.

"De ce fait nous ne pouvons intervenir qu'à l'intérieur des 200m qui constituent la frontière réelle", précise l'officier.

Au chat et à la souris

Les méthodes et procédés utilisés par les trafiquants sont en éternel changement. Ils disposent de tous les moyens leur permettant de mener une opération avec succès. La complicité est de mise. Toute personne isolée devient suspecte. Des bergers munis de téléphones portables, des gens qu'on ne pourrait suspecter de quoi que ce soit et d'apparence innocente s'avèrent être de véritables indicateurs au service des gros bonnets de la contrebande.

En somme c'est l'histoire du chat et de la souris. Concernant le trafic de carburant, l'officier supérieur parle du triangle Sidi Djilali, Maghnia et Bab El Assa où un pourcentage de près de 90% de l'activité est enregistré. Plus loin entre Aïn Sefra et Mecheria (Naâma), le lieu dit Mekmen Ben Amar est un point privilégié pour le passage des stupéfiants. La contrebande connaît des périodes de pointe pour chaque produit à l'exemple des produits alimentaires durant le mois de Ramadhan. En revanche, l'été est la saison des stupéfiants. Évidemment, tous les jours de l'année restent propices pour les contrebandiers pour peu que le "renseignement" travaille. À ce sujet, le colonel Bounegab raconte que parfois ses éléments font l'objet de filature par les contrebandiers. "Une raison de plus pour rester vigilant", fait-il noter.

L'été est la saison des stupéfiants.

Le mot est lâché ! Toutefois l'on ne peut s'empêcher de s'interroger sur ce qui retient les pouvoirs publics d'en finir avec ce fléau qui ronge l'économie nationale. Y a-t-il une réelle volonté politique ? Si oui, comment expliquer les difficultés rencontrées par les corps constitués notamment les gardes frontières dans l'accomplissement de leur mission ? Ont-ils tous les moyens nécessaires pour atteindre les objectifs escomptés ? Faut-il ouvrir les frontières ? "La question ne sera jamais réglée. Au contraire, la contrebande ira crescendo au détriment bien sûr de notre économie", répond le lieutenant-colonel Salah. Un petit sondage fait au sein de la population de Maghnia prouve, on ne peut plus clair, que la contrebande contribue d'une manière manifeste à l'amélioration du pouvoir d'achat. La pauvreté existe certainement. Tout le monde est impliqué dans la contrebande. Le cas de cet épicière est édifiant : "Je suis passeur depuis des années, j'encasse 3 000DA par personne", dit-il. Pour le compte, le soin est laissé au lecteur dès lors que ce commerçant effectue une vingtaine d'opérations en moyenne par mois.

Tous les chemins mènent à la contrebande

"Nous passons une bonne partie de notre temps à fermer les issues menant vers l'autre côté de la

frontière. Aussitôt colmatée, une brèche est rouverte pour être de nouveau utilisée", explique le colonel Bounegab. Les brèches, ce sont de petits sentiers que les contrebandiers utilisent pour faire passer du gasoil à dos de bêtes de somme, sur des charrettes, des mobylettes ou carrément à la main. Notre interlocuteur ajoute : "Les jerricans vides sont posés en bordure de ces sentiers. Une fois remplis par les complices, les contrebandiers viennent les chercher après s'être assurés que le danger est écarté. Il arrive aussi qu'ils les abandonnent." Une véritable saignée infligée à l'économie nationale.

REPERES

Pour la seule période du 1er Janvier au 31 mai de l'année en cours, les gardes frontières ont saisi 94 844l de gasoil et 6 084l d'essence contre 107 650l de gasoil et 13 527l d'essence pour la même période de l'année 2004. Une autre question s'impose : où est le rôle des autorités compétentes face à la prolifération des stations-service dans la wilaya de Tlemcen qui en compte 67 ? La ville de Maghnia dispose à elle seule de 7 stations-service.

Une véritable saignée infligée à l'économie nationale.

Au moment de notre arrivée à un poste avancé, notre attention est attirée par deux individus que les éléments du GGF nous présentent comme des contrebandiers. Deux jeunes hommes de 28 et 25 ans, arrêtés la veille. Ils transportaient, chacun sur une mobylette, 4 jerricans de 30l de gasoil. Après autorisation, nous entamons avec eux une discussion très édifiante sur les conditions de vie misérables de l'autre côté de la frontière. Ils sont arrivés d'Oujda où, disent-ils, le chômage est un véritable fléau. "C'est pour gagner ma vie que je fais cela. Je n'ai aucun autre moyen pour subvenir aux besoins de ma famille", dit le plus âgé qui précise qu'il gagne 10 dirhams sur chaque bidon de 20l. Il mentionne que les mekhasnis lui exigent de payer 10 dirhams à chaque passage. Sinon des représailles sont infligées sans aucune forme de procès. "Ils nous traitent comme des moins que rien. Si jamais les gardes frontières algériens nous remettent entre leurs mains, on risque de ne plus revoir le soleil". Il s'accroupit et éclate en sanglots, une scène qui apitoie un consoeur qui verse quelques larmes. Les gendarmes nous font comprendre que c'est une simulation. Le jeune homme ne manque pas de parler de la différence dans la communication entre les corps algérien et marocain. Nous quittons ce poste pour Akid-Lotfi. "Là-bas à hauteur des oliviers, c'est déjà le Maroc", annonce le colonel. Sur tout le long du tracé frontalier, les tranchées témoignent de la volonté du côté algérien de freiner toutes sortes de fuites. "Nous les avons creusées avec nos propres moyens", fera-t-il remarquer. À l'intérieur du poste, une charrette pleine de jerricans de

gasoil venait d'être saisie. Le propriétaire a dû fuir à la vue des gendarmes préférant abandonner la marchandise.

Akid Lotfi-Zouj Bghal : l'expectative

Relooké suite à l'annonce avortée de son ouverture, le poste-frontière ressemble à une infrastructure attendant désespérément son inauguration. Pour le moment, les agents de la PAF, d'un côté comme de l'autre, se regardent comme des chiens de faïence. Ceci dit, les douaniers marocains avec qui nous avons discuté n'ont pas caché leur souhait de voir la frontière ouverte. Mieux, ils reconnaissent que la libre circulation aura un impact économique considérable. C'est ce que nous a confirmé un citoyen marocain d'Oujda. "La majorité des commerçants végètent depuis 1994. Le plus gros de la clientèle était à l'époque faste algérien", a-t-il dit. C'est par ce lieu que passe également une bonne partie des immigrants clandestins.

Six Sénégalais sont entre les mains des gendarmes. Ils ont été refoulés la veille par les Marocains. Mohamadou (22 ans) parle français, le peuhl et comprend l'arabe. Il déclare avoir appris le Coran à la zaouïa Tidjania. Un beau jour, il décide en compagnie de jeunes de son village et de son frère cadet (17 ans) de quitter le pays. Ils passent trois mois au Maroc et rentrent en Algérie dans le but de rejoindre l'Espagne où ils pourront, selon l'interlocuteur être hébergés par des compatriotes étudiants. Mohamadou raconte qu'il a versé 1 000 euros à un passeur qui lui a fait miroiter un voyage outre Méditerranée. À présent, il lui reste 700 euros qu'il ne sera pas près de dépenser en Espagne comme il le désirait. Les six Sénégalais devraient en principe être présentés le lendemain devant le procureur de la République. Une formalité qui ne semble pas inquiéter outre mesure Mohamadou. Dans sa tête, la destination espagnole est déjà une idée fixe. De toute manière, il ne veut surtout pas entendre parler d'un retour au Maroc. "Le Sénégal, c'est nettement mieux que le Maroc. C'est la misère partout".

Deux stars à Tekkouk

Ce lieu est un point important de contrebande. En 2004, plus de 379 kg de kif ont été saisis. Pour y accéder, il faut emprunter la RN21, plongée dans le noir total de cette nuit de mardi. En quittant cette dernière, la piste

devient un supplice pour les Nissan alignées en cortège. Tekkouk, c'est aussi un passage privilégié des trafiquants de carburant. Les saisies sont au quotidien. Il existe plusieurs postes avancés : Oued Chlafa, ferme Dada, Ben Sbaa et la Piste. S'il n'est pas toujours évident de tomber sur des contrebandiers qui ne prennent pas de risques gratuitement, on peut en revanche tomber nez à nez sur des créatures pour le moins insolites. Des bourricots chargés de bidons de mazout, guidés par leur instinct vers une destination à laquelle ils sont initiés. Ici l'âne vaut plus qu'un étalon. Au point dit la Piste, nous avons pu rencontrer deux roussins d'Arcadie d'une race peu commune. Le plus petit porte une barbe le distinguant des autres quadrupèdes. Peut-être que cette espèce serait plus réceptive aux instructions.

De mémoire d'âne, jamais un animal solipède n'aura autant été sollicité par les photographes. Cette nuit, la moisson est plutôt bonne : plus de 1000l de mazout saisis. Parfois la quantité passe au triple. Le coup porté à l'économie nationale est cinglant car si on connaît les quantités saisies, l'on ne peut que rester de glace devant les grosses fuites. Il ne faut surtout pas incriminer les GGF. Les conditions de travail sont des plus pénibles. On ne peut même plus parler de volonté politique, ceci est prouvé sur le terrain. L'Algérie n'est pas la seule à être concernée par le fléau de la contrebande et surtout du trafic de drogue dont est à l'origine le pays voisin.

ZOOM

L'UE est interpellée pour jouer un rôle positif dans cette question. Elle a bien financé le système de contrôle électronique des frontières au profit du Maroc. Comme si l'Algérie était à l'origine du mal. Si l'on veut que l'Algérie soit un poste avancé pour la lutte contre l'immigration clandestine et le trafic des stupéfiants, il sera impératif qu'une coopération dans ce cadre soit effective et efficace. Que notre pays soit transformé en centre de transit n'est pas une solution.

Octroi de registre de commerce.

Gel pour la vente en gros dans les régions frontalières

Algérie Presse Service jeudi 30 mars 2017

Abdelmalek Sellal justifie le gel de l'octroi de registres de commerce pour la vente en gros dans les régions frontalières

Cette décision a été prise, a déclaré le Premier ministre, "suite à une prolifération du phénomène de la contrebande au niveau de ces régions concernant les produits alimentaires, notamment les produits subventionnés dont le carburant". Selon lui, "5.825 commerçants en gros ont fait l'objet de contrôle dont 3.021 n'exerçant pas dans les locaux déclarés (...), preuve de leur infraction aux dispositions de la loi N 04-08, relative aux conditions d'exercice des activités commerciales".

Le Premier ministre Abdelmalek Sellal a affirmé, jeudi, que le gel de l'octroi de registres de commerce pour la vente en gros dans les régions frontalières visait la lutte contre la contrebande "sans que cela n'affecte l'opération d'approvisionnement des citoyens de ces régions en denrées alimentaires et produits de base".

"Dans le souci de préserver les intérêts du pays et l'économie nationale, notamment en ce qui a trait à la lutte contre la contrebande aux frontières, il a été décidé de lancer une opération de contrôle et d'assainissement des registres de commerce pour la vente en gros dans les wilayas frontalières suite à une prolifération du phénomène de la contrebande au niveau de ces régions concernant les produits alimentaires, notamment les produits subventionnés dont le carburant", a précisé M. Sellal dans sa réponse à une question orale du membre du Conseil de la nation, lue en son nom par la ministre des Relations avec le Parlement, Ghania Eddalia, lors d'une séance plénière du Conseil consacrée aux questions orales.

Le Centre national du registre de commerce "a pris toutes les mesures nécessaires pour le gel des opérations d'inscription aux activités de vente en gros dans les régions frontalières qui connaissent une grande prolifération de cette activité, sans que cela n'affecte l'approvisionnement des citoyens des wilayas concernées en différents produits alimentaires de base, et ce jusqu'à l'achèvement des opérations d'assainissement de l'activité du commerce de gros".

Après avoir rappelé la poursuite des efforts des autorités publiques pour l'éradication du phénomène de la contrebande qui occasionne de grandes pertes à l'économie nationale, le Premier ministre a souligné que l'encouragement de l'investissement et la promotion du commerce local et extérieur en vue du développement de l'économie nationale et l'augmentation des taux de croissance, représente la préoccupation majeure des autorités publiques".

Cette préoccupation "doit prendre en compte l'importance de préserver la stabilité et l'équilibre du pays dans ce contexte de mondialisation économique et d'élargissement des échanges commerciaux à l'échelle mondiale", a-t-il ajouté.

Selon M. Sellal, "certains commerçants se font délivrer des registres de commerce pour la vente en gros sans pour autant exercer une activité effective au niveau des locaux déclarés dans leurs registres de commerce, ce qui constitue une tentative de contourner la loi, du fait qu'ils exploitent ces registres pour obtenir de grandes quantités de produits alimentaires destinés à la contrebande au niveau des régions frontalières, tel que constaté sur le terrain".

"6.756 registres de commerce pour la vente en gros ont été enregistrés dans les régions frontalières, 5.825 commerçants en gros ont fait l'objet de contrôle dont 3.021 n'exerçant pas dans les locaux déclarés auprès des services du Centre national du registre de commerce", ce qui a entravé, a ajouté M. Sellal, l'opération de localisation du lieu d'exercice de leurs activités, preuve de leur infraction aux dispositions de la loi N 04-08, relative aux conditions d'exercice des activités commerciales".

"Un grand nombre de registres de commerce pour l'activité de vente en gros a été enregistré dans des zones éloignées et sous-peuplées, lesquelles ne nécessitent que nombre de vendeurs au détail, ce qui prouve que la plupart de ces registres sont utilisés pour bénéficier de grandes quantités de produits alimentaires dépassant les besoins de la population de ces zones", a-t-il révélé.

"Soucieuses d'appliquer fermement les lois en vigueur et de lutter contre la contrebande sous toutes ses formes

à travers l'assainissement des registres de commerce de vente en gros, les autorités publiques ont adopté des mesures préventives et coercitives à l'encontre des commerçants contrevenants", a indiqué le Premier ministre.

Il a rappelé dans ce contexte que " 3.478 procès de poursuite judiciaire ont été rédigés contre les commerçants contrevenants et déposés auprès des juridictions compétentes, 1.016 commerçant inscrits sur le fichier nationale des fraudeurs et 934 demandes de radiation du registre de commerce enregistrés".

ZOOM

Concernant la mise en place d'une stratégie nationale de développement des régions frontalières, M. Sellal a mis en exergue "les efforts consentis par l'Etat dans ce sens pour leur développement économique", indiquant que "ces régions ont bénéficié de plusieurs programmes de développement notamment celui relatif au développement des wilayas frontalières financé par la Caisse de solidarité et de garantie des collectivités locales qui a consacré une enveloppe de 4.478 milliard de dinars au profit de 11 wilayas dans le sud et les

Hauts plateaux".

Ces régions "ont bénéficié également des zones d'activités au niveau des communes pour la promotion de l'investissement et la production nationale et le financement des études sur les nouvelles zones d'activités et les travaux d'aménagements des anciennes zones d'activités estimées à 2,5 milliard de dinars", a-t-il ajouté.

REPERES

M. Sellal a affirmé que les autorités publiques "accordent un grand intérêt à l'amélioration des ressources financières des communes situées sur la bande frontalières par l'affectation d'un taux de la TVA aux opérations effectuées à l'importation au profit des communes ayant des bureaux de douanes frontaliers terrestres et qui relevaient par le passé de la Caisse de la solidarité et de la garantie des collectivités locales".